

LES ENSEIGNANTS SUISSES COMPTENT LEURS HEURES SUPPLÉMENTAIRES

LES FAÏTIÈRES DES ENSEIGNANTS ONT MIS EN COMMUN LES RÉSULTATS DE LEURS ENQUÊTES SUR LE TEMPS DE TRAVAIL. LES ALÉMANIQUES ENREGISTRENT DAVANTAGE D'HEURES NON RÉMUNÉRÉES QUE LES ROMANDS. PARTOUT, LE TEMPS PARTIEL PEINE À ÊTRE RESPECTÉ

«La vérité est établie, le mythe des enseignants toujours en vacances est démenti.» C'est la conclusion positive que Samuel Rohrbach, président du Syndicat des enseignants romands (SER), entend tirer d'une étude en soi inquiétante: selon deux enquêtes menées en Suisse romande et en Suisse alémanique, les enseignants font de nombreuses heures supplémentaires sans compensation.

De part et d'autre du Röstigraben, plusieurs milliers de professeurs ont accepté d'enregistrer leur temps de travail pendant une semaine. But de cette recherche, menée par le bureau Brägger: estimer si les membres du corps enseignant dépassent le temps de travail de référence fixé à 1916 heures par an en Suisse alémanique et à 1853 heures en Suisse romande.

La réponse est positive, surtout chez les enseignants engagés à temps partiel. De manière générale, les Alémaniques enregistrent davantage d'heures supplémentaires non rémunérées que leurs homologues romands. «Selon leur niveau, les enseignants fournissent régulièrement

entre 8,6% et 16% d'heures de travail sans compensation», indique leur organisation faïtière. Chez les Romands, ce taux est moins important et n'atteint que 2%, tous degrés d'enseignement confondus.

Dans les deux régions, les enquêtes relèvent «des heures supplémentaires disproportionnées des temps partiels». Ces dernières ont néanmoins diminué par rapport à l'enquête alémanique menée en 2009. Les organisations expliquent principalement ces extras par les activités liées aux cours, «comme les réunions et autres tâches incompressibles», souligne Samuel Rohrbach. Les deux enquêtes suggèrent également que des enseignants réduisent «volontairement» leur charge de travail pour éviter le surmenage.

Les résultats romands sont encore en cours d'analyse, car l'enquête s'est close en février dernier, six mois après celle d'outre-Sarine. Néanmoins, les organisations faïtières ont déjà relevé plusieurs motifs pour expliquer les heures supplémentaires non rémunérées, qui divergent un peu entre les deux régions. Les enseignants romands estiment perdre

du temps dans les discussions avec les parents et leurs collègues, davantage que leurs homologues alémaniques.

Le SER précise ces chiffres: «Entre 50 et 80% des enseignants perçoivent les problèmes de comportement, le manque d'éducation des élèves et l'hétérogénéité au sein de la classe comme une surcharge pesante.» Le syndicat met aussi en évidence le fait que les enseignants déplorent un manque de moyens alloués à l'école intégrative.

Cela étant, Samuel Rohrbach se félicite que 66% des professeurs se disent satisfaits, voire très satisfaits dans leur travail. Ce qui confirme les résultats d'une étude sur la santé menée en 2017, «les enseignants aiment ce qu'ils font».

Les associations faïtières se tournent désormais vers les autorités cantonales, responsables de l'aménagement des horaires et des cahiers des charges de leurs enseignants. Elles leur demandent de mettre fin aux heures supplémentaires non rémunérées, de réduire le nombre de cours obligatoires, d'octroyer plus de ressources pour les maîtrises de classe et davantage de temps pour le travail en lien avec les parents. Qu'en pense la Conférence intercantonale de l'instruction publique (CIIP)? Sa présidente, Monika Maire-Hefti, n'était pas disponible mercredi pour répondre aux pré-occupations du SER.

LAURE GABUS

🐦 @lauregabus